



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale de l'armement

Direction des opérations,
du maintien en condition opérationnelle
et du numérique
Service des achats d'armement

Typologie du marché en fonction de ses informations classifiées/protégées ou non						Marché n° 2025SO0590 Date de Notification : Voir accusé de réception de lecture du courriel de notification du marché sur PLACE
MD	MA	MS	DR	SF	NP	N° D'ENGAGEMENT JURIDIQUE CHORUS : Voir courriel de notification du marché sur PLACE
		X				N° SERVICE EXÉCUTANT : D0456IR040
						N° SIRET : 110 002 011 00044

Procédure adaptée avec négociation, publicité et mise en concurrence préalables en application des dispositions des articles L2323-1 1°, R2323-1 à R2323-4 du code de la commande publique.

(50411500-4 « Services de réparation et d'entretien d'instruments de mesure du temps industriels » de la nomenclature CPV conformément au règlement CE n° 213/2008).

Date de lancement de la procédure : (Rédaction réservée)

Objet du marché : ÉTAT DES LIEUX DES MOYENS DE DISTRIBUTION DU TEMPS AU PROFIT DE DGA EM

Montant du marché : (Rédaction réservée) € HT, soit (Rédaction réservée) € TTC

Entre l'Autorité signataire agissant au nom et pour le compte de l'État, d'une part,
et la société : (A compléter)

Forme : (A compléter)

Capital : (A compléter) euros

Siège social : (A compléter)

N° SIRET : (A compléter)

PME/PMI : oui/non

Représentée par : (A compléter).

dénommée ci-après « le Titulaire », dans les clauses qui vont suivre, d'autre part.

Le Titulaire, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché et après avoir apprécié la nature et l'importance des Prestations à réaliser, s'engage envers la Personne publique, qui accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent marché.

Nota Important :

Les parties du texte « (Rédaction réservée) » sont réservées à l'administration.

Les parties du texte « (A compléter) » sont à renseigner par le soumissionnaire.

Le présent AECCAP fait mention d'un Titulaire unique. Il sera modifié en cas de groupement identifiant un Mandataire et un ou plusieurs Cotraitants ou un ou plusieurs Sous-traitants, en première page du marché et suivantes, aux articles et paragraphes *ad hoc*.

Tableau d'évolution des indices

Indice	Nature de l'évolution	Date
A	Document initial	10/07/2025

Domiciliation bancaire du Titulaire :

Insérer le RIB

En cas de changement de la domiciliation bancaire, le Titulaire transmet par écrit sa demande de prise en compte de sa nouvelle domiciliation bancaire assortie du relevé d'identité bancaire (RIB) et du numéro de marché concerné à l'ordonnateur secondaire en charge du marché indiqué au paragraphe 13.7 infra.

SOMMAIRE

Article 1	Documents contractuels régissant le marché.....	5
1.1	Acte d'engagement / cahier des clauses administratives particulières	5
1.2	Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	5
1.3	Annexes particulières	5
1.4	Cahier des clauses administratives communes « Armement » (CAC Armement)	5
1.5	Autre annexe	5
Article 2	Objet - Montant - Prix - Prestations	5
2.1	Objet du marché	5
2.2	Libellé des postes – délais- prix - montant.....	5
Article 3	Caractères des prix.....	6
3.1	Contenu des prix.....	6
3.2	Formalités douanières	6
3.3	Date d'établissement des prix.....	6
3.4	Type de prix.....	6
3.5	Forme des prix.....	6
3.6	Changement d'indices	6
3.7	Clause de réexamen relative aux conditions de variation des prix	7
Article 4	Conditions de paiement	7
4.1	Généralités	7
4.2	Avance.....	7
4.3	Acomptes.....	7
4.4	Solde	7
4.5	Délai de paiement.....	8
Article 5	Délais – Livraisons.....	8
5.1	Date de début d'exécution du marché	8
5.2	Contenu des délais	8
5.3	Définition des délais.....	8
5.4	Livraison des documents	8
5.5	Pénalités	8
Article 6	Conditions d'exécution	9
6.1	Responsabilité du Titulaire.....	9
6.2	Clauses techniques particulières	9
6.3	Normes	9
6.4	Lieux d'exécution	9
6.5	Assurance qualité des fournitures (AQF)	9
6.6	Opérations de vérification, décision à l'issue des opérations de vérifications et réception ..	10
6.7	Prise en charge en gestion logistique des biens.....	10
6.8	Moyens, matériels ou documents de l'Etat mis à disposition du Titulaire	10
Article 7	Garantie technique.....	11
Article 8	Sous-contractant(s)	11
8.1	Acceptation des Sous-traitants et agrément de leurs conditions de paiement.....	11
8.2	Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution	11
Article 9	Sécurité et protection du secret – lutte informatique défensive.....	11
9.1	Marché sensible (MS).....	11
9.2	Lutte informatique défensive.....	12

Article 10	Propriété intellectuelle.....	14
10.1	Définition des résultats et données.....	14
10.2	Régime des résultats et données	14
Article 11	Savoir-faire	14
Article 12	Obligations particulières	14
12.1	Gestion du risque associé à l'application du règlement « REACH »	14
12.2	Informations sur les substances contenues dans les articles	14
12.3	Clauses relatives aux sources radioactives	14
12.4	Obligations en matière de sécurité d'approvisionnement	14
12.5	Restrictions étrangères.....	14
12.6	E-ATTESTATION	14
12.7	Clause de cyber sécurité	14
Article 13	Clauses administratives diverses.....	15
13.1	Personnes habilitées	15
13.2	Marché ultérieur de Prestations similaires	15
13.3	Résiliation	15
13.4	Nantissement.....	15
13.5	Protection des données à caractère personnel.....	15
13.6	Tribunaux compétents	16
13.7	Entité liquidatrice, ordonnateur et comptable assignataire et conditions d'envoi des factures.....	16
13.8	Conditions de transmission des factures	16
13.9	Pilotage de l'exécution du marché	17
13.10	Représentation et obligations du Titulaire.....	17
13.11	Correspondance et dématérialisation des échanges	17
13.12	Environnement.....	17
13.13	Avenant.....	17
ANNEXES		
Annexe 1	Politique environnementale de DGA Essais de Missiles	19
Annexe 2	Matrice de conformité de l'offre aux exigences techniques et justification de la tenue à l'engagement.....	22
Annexe 3	Liste des Sous-traitants (le cas échéant).....	25

ARTICLE LIMINAIRE

Le code de la commande publique est mentionné « CCP » dans les dispositions du présent marché.

Chaque mention identifiée dans les stipulations du présent marché par une majuscule correspond à une notion définie à l'article 2.1 du CAC Armement, voir paragraphe 1.4 *infra*.

Article 1 Documents contractuels régissant le marché

Le marché est régi par les documents ci-après, cités par ordre de priorité décroissante :

1.1 Acte d'engagement / cahier des clauses administratives particulières

Le présent document, signé par les représentants du Pouvoir adjudicateur et du Titulaire, vaut acte d'engagement (AE) et cahier des clauses administratives particulières (CCAP) hors ses annexes.

1.2 Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de référence n° DA_1900 version 1.0 et ses annexes, qui contient les exigences techniques de la personne publique ⁽¹⁾.

1.3 Annexes particulières

- Annexe 2 : Matrice de conformité de l'offre aux exigences techniques et justification de la tenue à l'engagement.
- Annexe 3 : Liste des Sous-traitants (*le cas échéant*).

1.4 Cahier des clauses administratives communes « Armement » (CAC Armement)

Le CAC Armement : Décision n° 01D22010532/ARM/DGA/DO relative au cahier des clauses administratives communes « Armement », version 3 du 14 janvier 2022 (BOA n°38 du 20/05/2002, texte 1) ⁽²⁾, et dans le cadre du chapitre VII relatif à la propriété intellectuelle, le sous-chapitre 1, section 1.1 relative aux marchés d'études et de missions de conseil.

1.5 Autre annexe

- Annexe 1 : Politique environnementale de DGA Essais de Missiles.

Article 2 Objet - Montant - Prix - Prestations

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet : « ÉTAT DES LIEUX DES MOYENS DE DISTRIBUTION DU TEMPS AU PROFIT DE DGA EM ».

2.2 Libellé des postes – délais- prix - montant

2.2.1 Libellé, délais et prix des postes

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations suivant les postes définis ci-dessous et aux conditions de prix fixées comme suit :

Postes	Prestations	Délais	Montant (€ HT)	Montant (€ TTC)
1	Fourniture du rapport de l'état des lieux du site Landes (Biscarosse)	T1 ³ + 2 mois	(A compléter)	(A compléter)
2	Fourniture du rapport de l'état des lieux du site Landes (Hourtin)	T2 + 1 mois	(A compléter)	(A compléter)
3	Fourniture du rapport de l'état des lieux du site Landes (Quimper)	T3 + 1 mois	(A compléter)	(A compléter)
Montant du marché			(A compléter)	(A compléter)

¹ Document joint.

² Document non joint, disponible sur le portail de l'armement : <https://armement.defense.gouv.fr/> et dont le Titulaire déclare avoir pris connaissance.

³ T1, T2 et T3 étant les dates d'accès au site concerné, définies par ordre de service, conformément à l'article 5.3 *infra*.

2.2.2 Montant du marché

Le montant du marché, s'élève à :

- Montant HT : **(A compléter en chiffres)** € hors taxes, soit **(A compléter en lettres)** euros,
- TVA (20%) : **(A compléter en chiffres)** € hors taxes, soit **(A compléter en lettres)** euros,
- Montant TTC : **(A compléter en chiffres)** € hors taxes, soit **(A compléter en lettres)** euros.

Le montant de la taxe est donné à titre indicatif ; le règlement en sera effectué suivant le taux en vigueur à la date du fait générateur.

Article 3 Caractères des prix

3.1 Contenu des prix

Les prix des postes définis au paragraphe 2.2.1 *supra* comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP, mentionnés à l'article 1 *supra* et notamment :

- gestion de projet ;
- l'assurance qualité ;
- tous les frais généraux (dont les assurances) , charges sociales, *etc.* ;
- toutes primes ou indemnités de sujétion diverses versées au personnel, liées à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée du travail ;
- tout équipement individuel ou collectif d'hygiène et de sécurité ;
- la production et la livraison de la documentation livrable.

3.2 Formalités douanières

Sans objet.

3.3 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux figurant paragraphe 2.2.1 *supra* sont établis à la date dite « *date d'établissement des prix* », soit le mois de **la remise de la meilleure et dernière offre**.

3.4 Type de prix

Les prix des postes du marché sont forfaitaires définitifs.

3.5 Forme des prix

Les prix des postes du marché sont fermes actualisables dans les conditions prévues à **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** *infra*.

Si plus de trois (3) mois s'écoulent entre la date d'établissement des prix indiquée à l'article 3.3 *supra* et la date de début d'exécution des prestations (telle que définie à l'Article 5 *infra*), les prix seront actualisés à une date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times \left(0,80 \times \frac{SwIME_1}{SwIME_0} + 0,20 \frac{PsdL_1}{PsdL_0} \right)$$

dans laquelle :

P_0 est le prix établi à la date dite « *date d'établissement des prix du marché* » définie au paragraphe 3.3 *supra* ;

P_1 est le prix actualisé ;

$SwIME$ est la valeur de l'indice du coût horaire du travail– tous salariés des industries mécaniques et électriques ;

$PsdL$ est la valeur de l'indice des produits et services divers.

L'indice $SwIME$ est lu sur le site de l'INSEE www.insee.fr et l'indice $PsdL$ est publié mensuellement sur le portail de l'armement <https://armement.defense.gouv.fr>.

3.6 Changement d'indices

En cas de changement, par l'INSEE de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec un coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalité.

En cas de suppression, par l'INSEE, d'un indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié au Titulaire, par l'Autorité signataire ou son représentant, par ordre de service. Le Titulaire disposera d'un délai de 30 jours pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

3.7 Clause de réexamen relative aux conditions de variation des prix

Lorsque des circonstances imprévues qui ne relèvent pas de l'imprévision (*cf.* article R2195-5 du CCP) impactent la représentativité de la formule de révision, celle-ci peut être modifiée d'un commun accord entre les parties au travers d'un avenant. Ces modifications peuvent notamment porter sur :

- la pondération de la partie fixe, **à titre exceptionnel** ;
- le remplacement d'un indice peu représentatif par un indice qui le serait davantage ;
- l'introduction d'un indice devenu nécessaire ;
- l'ajustement des pondérations entre indices qui n'étaient pas, au moment de l'établissement de la formule de révision initiale, représentatives de la structure des coûts ;
- la prise en compte d'un changement des conditions de réalisation de la Prestation (changement de matériau, de procédé industriel, *etc.*).

La nouvelle formule de révision est élaborée avec des pondérations représentatives des conditions économiques du prix initial à réviser.

Le Titulaire s'engage à laisser à la Personne publique toute latitude pour procéder à des constatations contradictoires et à lui communiquer les éléments nécessaires à la détermination des nouvelles conditions d'exécution.

Article 4 Conditions de paiement

4.1 Généralités

Les paiements dus au Titulaire au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article (et le cas échéant à l'Annexe 3 relative à la sous-traitance).

Le Titulaire doit indiquer le **numéro d'engagement juridique CHORUS** et le **numéro de service exécutant** en plus du **numéro de marché**, comme références lors de l'établissement de ses demandes de paiement.

Ces numéros figurent sur la première page du marché.

4.2 Avance

4.2.1 Calcul, montant et remboursement de l'avance

Le Titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance pour le présent marché. Le refus éventuel du Titulaire sera indiqué dans le marché lors de la mise au point avec le Titulaire pressenti à l'issue du classement des meilleures et dernières offres.

En cas de confirmation du Titulaire du versement d'une avance ; il lui sera versé dans les conditions de l'article 4.5 *infra*, une avance égale à 5% (30% pour une PME-PMI) du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues à titre de solde des postes 1, 2 et 3. Les montants remboursés par précompte sur les soldes des postes 1, 2 et 3 seront définis dans la demande de meilleure et dernière offre.

4.3 Acomptes

(A compléter).

4.4 Solde

Définition des lots de livraison et de liquidation financière.

Chacun des postes constitue un lot de livraison et un lot de liquidation financière.

Le solde de chaque lot de liquidation financière sera payé après réception de toutes les prestations et fournitures correspondantes.

Les demandes de paiement de solde sont transmises par le Titulaire en un exemplaire à la personne publique selon les dispositions, relatives à la transmission des factures, mentionnées en article 13.8 *infra*.

La composition détaillée des lots de livraison figure dans le CCTP du présent marché.

4.5 Délai de paiement

Le délai de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par l'ordonnateur, notifiée au Titulaire.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la Personne publique versera au Titulaire des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dans les conditions et au taux fixé par le CCP.

Pour l'avance, le point de départ du délai de paiement est, conformément aux dispositions du CCP est la date de notification du marché.

Pour les soldes, sous réserve des stipulations de l'article 4.4 *supra*, à compter de la plus tardive des deux dates entre :

- la date de réception des fournitures ou prestations (*cf.* article 6.6 *infra*),
et
- la date de réception par la Personne publique, selon les stipulations relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 13.8 *infra*, de la facture du Titulaire.

Pour l'actualisation :

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception par la personne publique, selon les dispositions, relatives à la transmission des factures, mentionnées en article 13.8 *infra*, de la demande du Titulaire.

Article 5 Délais – Livraisons

5.1 Date de début d'exécution du marché

Le début d'exécution des prestations est la date figurant dans l'Ordre de service prescrivant le début d'exécution de prestations.

5.2 Contenu des délais

Les durées d'exécution prévues au marché, s'entendent, périodes de congés annuelles comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du Titulaire (ou des cotraitants ou des sous-contractants).

Les délais de réalisation des prestations ou de livraison des fournitures seront, par application des stipulations de l'article 26.3 du CAC Armement, repoussés de plein droit et sans autre formalité d'une durée égale au retard éventuel de la DGA dans la mise à disposition des moyens, matériels, documents et accès nécessaires à l'exécution du poste concerné (*cf.* article 6.8 *infra*). La décision le précisera.

En complément des dispositions de l'article 2.7 du CAC Armement, en vigueur à la date de notification du marché, si l'expiration du délai contractuel pour la livraison des fournitures ou l'exécution des prestations intervient dans une période de fermeture du site DGA concerné, elle sera reportée au 1^{er} jour ouvré qui suit cette période.

5.3 Définition des délais

Les délais fixés dans le tableau à l'article 2.2.1 *supra*, s'entendent, comme délais de présentation aux opérations de vérification, à compter d'une date de début d'exécution des prestations notifiée par Ordre de service dûment signé par l'Autorité signataire ou son Représentant (*cf.* article 13.1 *infra*).

Si la date de notification de l'ordre de service ou la date de début d'exécution des prestations fixée dans l'Ordre de service est postérieure de plus de huit (8) mois à la date de notification du marché, le Titulaire pourra refuser l'Ordre de service. Il disposera d'un délai de sept (7) jours à compter de la date de notification de l'Ordre de service pour refuser. En cas de refus du Titulaire, les prestations correspondantes seront résiliées dans les conditions de l'article 36 du CAC Armement.

5.4 Livraison des documents

Les documents à fournir par le Titulaire au titre du marché sont listés au CCTP, et sont transmis selon les modalités définies au CCTP, conformément à l'article 3.1 *supra*, aux frais et risques du Titulaire, à l'attention du pilote de l'exécution technique désigné à l'article 13.9.

Dans le cas d'un envoi en version électronique, le Titulaire transmet les documents aux adresses électroniques qui seront communiquées au cours de la réunion de lancement.

5.5 Pénalités

5.5.1 Pénalités de retard de présentation aux opérations de vérification

Si les délais des postes définis à l'article 2.2.1 *supra* sont dépassés, des pénalités sont calculées, par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1000$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités,

V = valeur pénalisée, soit le prix de règlement HT, du lot de liquidation financière concerné,

R = nombre de jours calendaires de retard.

5.5.2 Exonération de pénalités

Le Titulaire est exonéré, automatiquement et sans formalité, des pénalités portant dont le montant ne dépasse pas 500,00 euros HT par lot de liquidation.

Article 6 Conditions d'exécution

6.1 Responsabilité du Titulaire

Le Titulaire a la responsabilité de livrer des fournitures et des prestations conformes, réalisées selon les clauses du présent marché.

Le Titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens fondés sur un système qualité lui permettant de garantir la qualité des fournitures livrées ainsi que leur conformité aux exigences du présent marché et d'en apporter la preuve.

6.2 Clauses techniques particulières

Les Prestations doivent satisfaire aux exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), mentionné à l'Article 1 *supra*.

6.3 Normes

Sans objet.

6.4 Lieux d'exécution

Les prestations et fournitures seront réalisées :

- dans les établissements du Titulaire pour la gestion du projet, la réalisation des prestations d'études, l'élaboration des fournitures documentaires ;
- sur les sites indiqués au CCTP pour la réunion de lancement ou les éventuelles réunions qui s'avèreraient nécessaires au cours de l'exécution du marché et les états des lieux ;

sous peine, pour le Titulaire, d'encourir la résiliation du marché à ses torts selon les conditions définies au sein de l'article 13.3 *infra*.

DGA EM se réserve le droit d'interdire l'accès à ses locaux de tout personnel du Titulaire ne disposant pas de l'autorisation d'accès requise. Dans ce cas, le Titulaire s'engage à proposer, dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, un remplaçant disposant d'un niveau d'expérience et de compétences équivalent, sous réserve de validation préalable par DGA EM. À défaut de remplacement dans le délai imparti, DGA EM se réserve le droit de prendre toute mesure nécessaire pour assurer la continuité des opérations, et ce, avec application de pénalités prévues au contrat. Le Titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article au sein des contrats passés avec ses éventuels Sous-traitants et autres Sous-contractants acceptés par la Personne publique.

En cas de changement de lieu d'exécution, le Titulaire en informera l'Autorité signataire ou son Représentant.

6.5 Assurance qualité des fournitures (AQF)

L'Assurance qualité des fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (*cf.* article 6.5.1 *infra*) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité ; ce processus est défini dans le CAC Armement (article 20).

6.5.1 Autorité responsable de l'AQF

Dans le présent marché, en application du CAC Armement (article 20), l'Autorité responsable de l'AQF est le Responsable du projet, désigné à l'article 13.9 *infra*, qui sera l'interlocuteur du Titulaire pour l'organisation de la réunion de lancement de l'AQF.

6.5.2 Exercice de l'AQF

Les stipulations générales relatives à l'exercice de l'Assurance qualité des fournitures sont stipulées à l'article 20 du CAC Armement.

Les stipulations particulières relatives à l'exercice de l'Assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP (*cf.* Article 1 *supra*).

6.6 Opérations de vérification, décision à l'issue des opérations de vérifications et réception

6.6.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont de la responsabilité de l'Autorité signataire ou son Représentant (*cf.* article 13.1 *infra*).

Elles se dérouleront à destination pour les postes du marché.

Elles consistent à s'assurer que les fournitures et prestations répondent en tous points aux exigences du CCTP du marché.

6.6.2 Dématérialisation de la décision de réception

La Notification de la décision de Réception s'effectue dans les conditions définies à l'Article 13 *infra*.

6.6.3 Autorité chargée de la décision et délai de Notification de la décision

Conformément aux stipulations de l'article 31 du CAC Armement, l'Autorité signataire ou son Représentant, désignée à l'article 13.1 *infra*, prononcera la décision et disposera d'un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de présentation aux opérations de vérification, pour notifier sa décision.

6.6.4 Date d'effet de la réception

La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la décision de réception. A défaut, c'est la date de notification de cette décision de réception.

Si l'Autorité signataire ne notifie pas sa décision dans le délai fixé à l'article 6.6.3, les prestations seront considérées comme réceptionnées avec effet à compter de l'expiration du délai.

6.7 Prise en charge en gestion logistique des biens

Les documents ne feront pas l'objet d'une entrée dans les ressources logistiques.

6.8 Moyens, matériels ou documents de l'Etat mis à disposition du Titulaire

Le cas échéant, pour l'exécution du présent marché, conformément aux stipulations de l'article 14 ou de l'article 16 du CAC Armement, l'État pourra mettre à disposition du Titulaire gratuitement les documents, les moyens ou les matériels qui, en cours d'exécution du marché, s'avèreraient nécessaires et seraient précisés par Ordre de service, signé par l'Autorité signataire (ou son Représentant).

Les moyens ou ces matériels devront être en bon état de marche. Un état contradictoire sera établi pour constater l'état du moyen ou du matériel au moment de la mise à disposition. La date effective de la mise à disposition sera celle de l'état contradictoire constatant le bon état du moyen ou du matériel et sa conformité à la définition prévue au marché ou dans l'Ordre de service.

La valeur des moyens ou des matériels sera indiquée dans l'Ordre de service ou au plus tard dans l'état contradictoire. La Personne publique mettra à disposition le(s) document(s) par tout moyen permettant de lui donner une date certaine, conformément à l'article 2.2 du CAC Armement, qui sera la date effective de la mise à disposition.

Les documents devront être conformes aux attendus relatifs à leur désignation figurant dans l'Ordre de service et devront correspondre à la dernière version disponible à la date de mise à disposition.

Sans préjudice des stipulations du 2ème alinéa de l'article 14 du CAC Armement, le Titulaire disposera de 30 jours à compter de la date de mise à disposition du document pour émettre (conformément à l'article 2.2 du CAC Armement) des réserves majeures (ne permettant pas la réalisation nominale des prestations ou nécessitant des prestations supplémentaires du Titulaire, non prévues au CCTC ou STB/CCTP le cas échéant). Dans un tel cas, le document sera considéré comme non fourni par l'État.

L'Ordre de service précisera, le cas échéant, les documents qui ne pourront pas être transmis par le Titulaire à ses Sous-traitants, définis en article 8 *infra*, pour l'exécution du présent marché.

Le Titulaire reportera vis-à-vis de ses Sous-traitants ses obligations relatives aux documents transmis qui sont notamment de tenir confidentielles les informations contenues dans ces documents et de leur préciser que cette communication ne constitue pas une divulgation au regard de la législation sur les brevets.

Le(s) document(s) mis à disposition (*cf.* Ordre de service) ne pourra (pourront) être utilisé(s) que pour les besoins de l'exécution du présent marché.

6.8.1 Clause de réexamen relative aux situations de crise

En cas de crise au sens de l'article R.2322-3 du CCP ou de crise prévisible, les parties pourront convenir par avenant de modifier les conditions d'exécution du marché.

Ces modifications pourront concerner notamment : l'anticipation des livraisons prévues au marché ou leur fractionnement, l'organisation des vérifications techniques préalables à la Réception, ainsi que les conditions de paiement associées à la réalisation des Prestations.

Ces modifications ne pourront avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Le Titulaire s'engage à laisser à la Personne publique toute latitude pour procéder à des constatations contradictoires, et à lui communiquer les éléments nécessaires à la détermination des nouvelles conditions d'exécution.

Article 7 Garantie technique

Pour les postes du marché, la garantie technique est une garantie de bonne exécution, qui s'exercera dans les conditions de l'article 34.2.1 b) du CAC Armement. Elle constitue une obligation de moyens.

Article 8 Sous-contractant(s)

8.1 Acceptation des Sous-traitants et agrément de leurs conditions de paiement

(A compléter avec l'Annexe 3 et la fourniture du DC4 complété et signé, le cas échéant).

8.2 Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution

Les éventuelles sociétés désignées par le Titulaire en cours d'exécution du marché seront, si elles en remplissent les conditions, reconnues comme sous-traitants acceptés par l'administration.

A cet effet, le Titulaire remettra une déclaration à l'Autorité signataire du marché désignée à l'article 13.1 *infra*.

Cette déclaration contiendra l'ensemble des éléments suivants :

- la nature des Prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du Sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au Sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le lieu d'exécution des Prestations ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du Sous-traitant.

Le Titulaire joindra également une déclaration du Sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une des interdictions d'accéder aux marchés publics listées aux articles L2341-1 à 3 et L2341-5 du CCP.

Le silence de l'Autorité signataire du marché gardé pendant 21 jours, à compter de la réception de l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus, vaudra acceptation du Sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Ces sous-traitances pourront être déclarées critiques au sens du CAC Armement.

Article 9 Sécurité et protection du secret – lutte informatique défensive

9.1 Marché sensible (MS)

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire du marché sensible s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le Titulaire, sans en avoir besoin de connaître ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des textes suivants :

- le code pénal, notamment ses articles 413-9 à 413-12 ;
- l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, approuvée par l'arrêté du 9 août 2021 ;
- l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/NP relative à la protection du secret et des informations *diffusion restreinte* et sensibles, approuvée par l'arrêté du 15 mars 2021 ;
- l'article 6 du CAC Armement applicable au présent marché (*cf. Article 1 supra*).

Par ailleurs, le Titulaire reconnaît :

- qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du présent marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de la présente clause de protection du secret.

Les personnes devant participer aux Prestations du présent accord-cadre, ayant besoin pour l'exécution de ces prestations d'accéder à des locaux contenant des informations ou supports classifiés, mais n'ayant pas besoin de connaître de ces informations, devront préalablement avoir fait l'objet d'une enquête administrative conformément aux instructions précitées et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Pour cela, le Titulaire s'engage :

- à ne présenter à ce contrôle que des personnes appartenant en propre à son entreprise, à l'exclusion de tout employé occasionnel ou intérimaire, et à remplacer immédiatement toute personne qui n'aura pas été autorisée ;
- à faire signer par ces personnes, appelées sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent accord-cadre, une déclaration individuelle par laquelle lesdites personnes attestent avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et qu'elles n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations du présent marché ;
- à remettre à l'autorité responsable du site la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution ;
- à informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité signataire du marché ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter de travaux du présent marché sans autorisation préalable de l'autorité signataire contractante.

Le Titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses Sous-traitants autorisés.

L'exécution du marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de la défense nationale, doivent être protégées et ne peuvent être rendues publiques. Le Titulaire s'engage et engage son personnel à ne divulguer, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'autorité contractante, aucun élément connu dans le cadre du présent marché et devant être protégé, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du marché.

Le non-respect ou l'inobservation par le Titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du marché à ses torts, sans préjudice des sanctions pénales.

9.2 Lutte informatique défensive

9.2.1 Titulaire

Cas du Titulaire français

Dans le cadre de la politique nationale de sécurité des systèmes d'information, le Titulaire du marché s'engage :

1) Pour ses réseaux, quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'État (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation, etc.), en cas d'intrusion constatée :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité contractante (DGA/SSDI⁴) et le correspondant DRSD du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le Titulaire, et de toute autre information nécessaire et connue,
- à prendre en compte les mesures préconisées par la DRSD en réponse à toute intrusion.

Par ailleurs, l'État ou le Titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles. Dans ce cadre, l'État peut être amené à demander des investigations techniques, voire à faire intervenir dans les locaux du Titulaire des équipes spécialisées et dûment mandatées, pour contrôler les mesures de sécurité prises pour protéger les informations confiées au Titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le Titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

⁴ Adresse postale de l'autorité de sécurité déléguée : DGA/SSDI - 60 boulevard du Général Martial Valin – CS 21623 - 75509 Paris Cedex 15 – Adresse électronique fonctionnelle : dga-ext.olid.fct@intradef.gouv.fr

2) Pour ses réseaux d'entreprise, à savoir tout réseau hébergeant des données autres que celles visées au 1), en cas d'intrusion constatée et concernant ses informations vitales, ou toute autre information à l'appréciation du Titulaire :

- à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité contractante (DGA/SSDI) et le correspondant DRSD du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le Titulaire et de toute autre information nécessaire et connue,
- à mettre en œuvre, en concertation avec la personne publique, les mesures de sauvegarde et de protection de l'information hébergée sur lesdits réseaux.

Par ailleurs, l'État ou le Titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles et dans le respect de leurs obligations légales respectives. Les parties se concerteront pour agréer au cas par cas les actions à mener.

L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

Cas du Titulaire étranger

Pour ses réseaux, quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'État (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation française, etc.), en cas d'intrusion constatée : à informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité de sécurité du pays dont il relève conformément aux réglementations en vigueur dans ce pays ainsi que l'autorité de sécurité déléguée (DGA/SSDI). L'autorité de sécurité déléguée (DGA/SSDI)⁵ se mettra en contact avec son homologue étranger selon les accords de sécurité en vigueur entre la France et ce pays.

Par ailleurs, l'État ou le Titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles.

L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

9.2.2 En cas de sous-traitance

9.2.2.1.1 Cas des Sous-traitants français

Le Titulaire s'engage à transcrire les obligations ci-après dans les contrats passés avec ses Sous-traitants français :

Pour ses réseaux, quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'État (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation, ...), en cas d'intrusion constatée :

- informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité contractante (DGA/SSDI) et le correspondant DRSD du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises, et de toute autre information nécessaire et connue.

De plus, dans le cas où les données liées à l'exécution du présent marché sont concernées, le Sous-traitant devra informer, le Titulaire, de cette intrusion,

- prendre en compte les mesures préconisées par la DRSD en réponse à toute intrusion.

Par ailleurs, l'État ou le Sous-traitant peuvent être informés d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre et le Titulaire dans les meilleurs délais possibles. Dans ce cadre, l'État peut être amené à demander des investigations techniques, voire à faire intervenir dans les locaux du sous-traitant des équipes spécialisées et dûment mandatées, pour contrôler les mesures de sécurité prises pour protéger les informations confiées au sous-traitant et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le Sous-traitant s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues. L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations, auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

9.2.2.1.2 Cas des Sous-traitants non français

Le Titulaire s'engage à transcrire les obligations ci-après dans les contrats passés avec ses Sous-traitants non français :

En cas d'intrusion constatée sur ses systèmes d'information pouvant affecter des *données sensibles* du contrat le Sous-traitant devra informer, en moins de soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, l'autorité de sécurité du pays dont il relève conformément aux réglementations en vigueur dans ce pays ainsi que le Titulaire du marché qui s'engage à en informer l'autorité de sécurité déléguée (DGA/SSDI)⁵.

L'autorité de sécurité déléguée (DGA/SSDI) se mettra en contact avec son homologue étranger selon les accords de sécurité en vigueur entre la France et ce pays.

L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

⁵ Adresse postale de l'autorité de sécurité déléguée : DGA/SSDI – 60 boulevard du Général Martial Valin – CS21623 – 75509 Paris Cedex 15 – Adresse électronique fonctionnelle : dga-ext.olid.fct@intradef.gouv.fr

Article 10 Propriété intellectuelle

Pour l'application du paragraphe 1.4 supra, les résultats et données issues des prestations objet des postes du marché, sont soumises aux stipulations ci-après.

10.1 Définition des résultats et données

Les résultats et données désignent les éléments du CDPF du CCTP cité à l'Article 1 *supra*, quels qu'en soient la forme, la nature et le support.

Les résultats et données comprennent les éléments du CCTP cité à l'Article 1 *supra* éventuellement réalisés par le Titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

10.2 Régime des résultats et données

Les résultats et données générés dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le Titulaire dispose d'un accès aux résultats et données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le Titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Article 11 Savoir-faire

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à la Personne publique pour l'utilisation des résultats des Prestations.

Article 12 Obligations particulières

12.1 Gestion du risque associé à l'application du règlement « REACH »

Sans objet.

12.2 Informations sur les substances contenues dans les articles

Sans objet.

12.3 Clauses relatives aux sources radioactives

Sans objet.

12.4 Obligations en matière de sécurité d'approvisionnement

Sans objet.

12.5 Restrictions étrangères

Sans objet.

12.6 E-ATTESTATION

Le Titulaire met à disposition du Représentant suivant la périodicité prévue par la réglementation, les documents visés aux articles 4.3.2 et 4.4 al. 4 du CAC Armement sur la plateforme d'accès gratuit E-attestations, disponible à l'adresse suivante : <https://365.e-attestations.com/>.

Le Titulaire est responsable de la conformité des seuls documents visés au paragraphe ci-dessus qu'il dépose lui-même sur la plateforme E-attestations précitée. Le dépôt des documents sur cette plate-forme leur donne une date certaine et opposable au Représentant. Si le Titulaire ne respecte pas les obligations mentionnées à l'alinéa 1er du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 37 du CAC Armement.

12.7 Clause de cyber sécurité

A compter de la notification du marché, le Titulaire procède à une analyse de son niveau de maturité cyber par auto-évaluation au regard des 21 exigences du niveau fondamental du référentiel de maturité cyber (Guide-SDI-SecNum-2217-Ed.02_Référentiel maturité Cyber fondamental).

L'analyse du niveau de maturité cyber est actualisée au plus tard tous les trois (3) ans ou à chaque événement de nature à modifier le contexte dans lequel la précédente analyse du niveau de maturité cyber a été établie, notamment après un changement majeur de l'architecture du système d'information ou un changement d'organisation.

Le Titulaire conserve durant toute la durée de l'exécution du marché l'analyse la plus récente ainsi que les pièces justificatives et les tient à la disposition de la Personne publique si celle-ci en fait la demande
Le Titulaire s'engage en fonction du résultat de son auto-évaluation au regard du référentiel de maturité cyber à entreprendre une démarche d'amélioration afin d'atteindre le niveau fondamental dudit référentiel.

Article 13 Clauses administratives diverses

13.1 Personnes habilitées

L'autorité habilitée à signer toutes décisions au titre du présent marché est l'Autorité signataire du marché ou son Déléataire, selon les textes de délégation interne en vigueur, publiés notamment sur le portail « Armement défense » [Délégations de signatures et autres décisions - armement.defense.gouv.fr](https://armement.defense.gouv.fr) .

13.2 Marché ultérieur de Prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R2322-12 du CCP, il sera possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de Prestations similaires à celles du présent marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard cinq (5) ans à compter de la date de Notification du présent marché et que leur montant ne conduise pas à dépasser le montant limite mentionné dans la publication du présent marché (montant global TTC de soixante-dix mille) euros incluant le montant du présent marché).

13.3 Résiliation

Le présent marché pourra faire l'objet d'une ou plusieurs résiliations partielles, en application de l'article 36 du CAC Armement.

L'Autorité signataire du marché pourra résilier le présent marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 37 du CAC Armement.

13.4 Nantissement

Il est délivré au Titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'Autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

13.5 Protection des données à caractère personnel

13.5.1 Réglementation applicable

La réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel désigne le Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (dénommé ci-après "RGPD"), et toute réglementation relative aux traitements de données personnelles applicable pendant la durée du marché, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, désignés *infra* « réglementation applicable ».

13.5.2 Définition des opérateurs concernés

L'ensemble des termes suivants sont définis à l'article 4 du RGPD :

- Constitue un « responsable du traitement » : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. » ;
- Constitue un « Sous-traitant » : « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement. ».

Au sens du RGPD (article 28), lorsque le « Sous-traitant » recrute un autre Sous-traitant, ce dernier est un prestataire de second rang comme le Sous-traitant au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Est « Sous-traitant du Sous-traitant » celui qui est recruté par le « Sous-traitant » pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques pour le compte du « responsable du traitement ».

13.5.3 Traitement des données à caractère personnel lorsque chaque partie est qualifiée de « responsable de traitement »

Au sens de la stipulation ci-dessous, le traitement des données à caractère personnel ne fait pas partie de l'objet même du marché.

À des fins de gestion administrative du marché, chaque partie est amenée à traiter les données à caractère personnel de l'autre partie. Pour le traitement desdites données qu'elle effectue, chaque partie est qualifiée de « responsable de traitement » au sens de la réglementation applicable et s'engage à respecter cette dernière.

À cet égard, pour se conformer à l'article 14 du RGPD, chaque partie s'engage à fournir à l'autre partie la mention d'information pour que cette dernière la communique aux personnes concernées.

13.6 Tribunaux compétents

Le présent marché est soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Pour le présent marché, les parties conviennent que les différends relevant du tribunal administratif sont soumis au tribunal du ressort du siège de l'autorité publique contractante, soit le tribunal administratif de Bordeaux – 9 rue Tastet 33000 Bordeaux.

13.7 Entité liquidatrice, ordonnateur et comptable assignataire et conditions d'envoi des factures

L'entité liquidatrice chargée de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

**la sous-direction de l'exécution financière
du service de l'exécution financière, de la gestion logistique des biens et des comptabilités
DGA/DPAP/SEREBC/SDE/L5
40 115 BISCAROSSE AIR**

Le chef de cette entité est également chargé de fournir au Titulaire, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché, les documents prévus par l'article R2391-28 du CCP.

L'ordonnateur secondaire chargé de l'exécution financière est le chef du service de l'exécution financière de la gestion logistique des biens et des comptabilités (SEREBC).

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

**L'agent comptable des services industriels de l'armement
11, rue du Rempart
Le Vendôme III
93196-NOISY-LE-GRAND cedex**

13.8 Conditions de transmission des factures

Le Titulaire envoie exclusivement leurs factures selon le mode de transmission par voie dématérialisée.

Les factures sous forme dématérialisée doivent être émises conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique et à l'arrêté du 09/12/2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le Titulaire dispose de trois procédures :

1. **Un mode « flux »** correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.
2. **Un mode « portail »** nécessitant de l'émetteur soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet mis à disposition des Opérateurs économiques à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>, soit directement l'envoi de sa facture sur ce même portail internet.
3. **Un mode « service »** nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes « flux », « portail » et « service » sont disponibles à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Chaque Opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée.

En outre, les mentions obligatoires devant figurer sur les factures, sont les suivantes :

- **numéro d'engagement juridique Chorus** : le n° d'engagement juridique figure sur la première page du marché ;
- **numéro du service exécutant** : D0456IR040 ;
- **numéro SIRET** : 110 002 011 00044.

13.9 Pilotage de l'exécution du marché

Le pilotage de l'exécution technique du présent marché est assuré par le manager du projet du MINARM qui est défini dans le courriel de notification du présent marché ou au plus tard, à la réunion de lancement du marché.

Tout courrier relatif à l'exécution du présent marché devra lui être adressé en destinataire ou en copie.

Le pilotage de l'exécution contractuelle du présent marché est assuré par la Division achats Sud-Ouest du Service des achats d'armement (DGA/DOMN/S2A/DA-SO/Cazaux).

Les noms et coordonnées, dont l'adresse électronique, de ces interlocuteurs seront communiqués au Titulaire dans le courriel de notification du présent marché ou au plus tard, lors de la réunion de lancement du marché ; le Titulaire sera informé dans les meilleurs délais d'un éventuel changement de désignation.

13.10 Représentation et obligations du Titulaire

Le Titulaire désigne une ou plusieurs personnes habilitées à le représenter auprès de la Personne publique et à engager la société pour les besoins de l'exécution du marché.

Les noms et coordonnées, dont l'adresse électronique, de ces interlocuteurs seront communiqués à la Personne publique lors de la réunion de lancement du marché : la Personne publique sera informée dans les meilleurs délais d'un éventuel changement de désignation.

13.11 Correspondance et dématérialisation des échanges

En complément des dispositions de l'article 2.2 du CAC Armement, hormis la transmission des demandes de paiement, soumises à une transmission via Chorus-pro, et sous réserve des obligations liées à la protection du secret de la défense nationale, tous les échanges et notifications opérés dans le cadre de l'exécution du présent marché pourront être réalisés par échange de courriers électroniques entre les personnes désignées par la Personne publique et le Titulaire dans les conditions précitées, sous réserve que la forme de l'échange confère une date certaine à la notification, notamment par la production d'un message accusant réception.

Les adresses électroniques devant être utilisées à cet effet seront définies par les parties lors de la réunion de lancement du marché. Chacune des parties informera l'autre, dans les meilleurs délais, de l'éventuelle modification desdites adresses en cours d'exécution du marché.

13.12 Environnement

Les dispositions de l'article 5 du CAC Armement et de l'Annexe 1 s'appliquent.

13.13 Avenant

Le présent marché pourra être modifié selon les règles fixées par le CCP.

1) Lorsque l'avenant a pour objet le remplacement du Titulaire du marché initial par un nouveau contractant dans le cas d'une cession du marché public à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition, assurée par un autre Opérateur économique qui remplit les conditions de participation à la procédure de passation du marché initial.

2) En cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, sous réserve que l'avenant n'ait pas pour effet de remplacer le Titulaire initial par un autre Titulaire, en dehors des hypothèses prévues au 1).

3) En application de stipulations du CAC Armement ou du présent CCAC.

4) si les conditions cumulatives suivantes sont satisfaites :

a) l'avenant n'a pas pour effet de remplacer le Titulaire initial par un nouveau Titulaire, en dehors de l'hypothèse prévue au 1),

b) l'avenant ne change pas considérablement l'objet du marché,

c) les conditions introduites par l'avenant n'auraient pas remis en cause, si elles avaient été incluses dans la procédure initiale de passation, la sélection des Opérateurs économiques retenus initialement par la Personne publique, ou l'acceptation d'une offre autre que celle initialement acceptée,

d) les modifications introduites par l'avenant ne modifient pas l'équilibre économique du marché initial en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial.

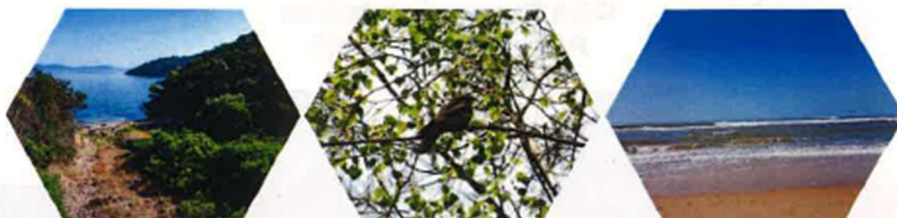
ÉTABLI EN UN SEUL ORIGINAL

LE TITULAIRE (1)
SERVICE DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE MINISTÉRIEL
AUTORITÉ SIGNATAIRE

¹ Dater et signer après avoir écrit à la main la mention : « **Lu et accepté** ». Indiquer également les nom, prénom et qualité du signataire et apposer le cachet de la société. « **Sans objet** » si la signature est électronique.

Annexe 1 Politique environnementale de DGA Essais de Missiles

Politique environnementale de DGA Essais de missiles



DGA Essais de missiles réalise des essais en vol et au sol, de missiles de la force de dissuasion, des essais de systèmes d'armes en milieux aérien, terrestre, marin et sous-marin, et participe à l'entraînement des Forces.

Sa certification ISO 14001 s'applique à la conception, la réalisation et l'exploitation d'essai au sol ou en vol de systèmes pyrotechniques, de propulseurs et de missiles, dès leur phase de conception.

Ces activités menées sur des espaces privilégiés, riches et diversifiés, doivent être réalisées en ayant en permanence à l'esprit le souci du respect de l'environnement et en intégrant les valeurs du développement durable.

Cette vision doit être partagée par tous et doit permettre de répondre aux attentes de nos clients, de nos personnels et des populations riveraines de nos sites.

Ainsi, j'engage DGA Essais de missiles et tous ses personnels :

- A prévenir ou à limiter toute forme de pollution que ses activités pourraient engendrer ;
- A respecter et à faire respecter les exigences réglementaires qui s'appliquent aux activités du centre et à ses implantations, en particulier par la réalisation, le maintien et l'application du dossier d'exploitation de chaque site.
- A mettre en œuvre une gestion des déchets rigoureuse, en mettant en place ou en appliquant les dispositions adéquates sur chaque site ;
- A mettre en œuvre une démarche d'amélioration continue et à faire connaître en interne le résultat de ses actions (audits internes, revues, comités, etc.)
- A participer activement à la préservation de la biodiversité,
 - en adoptant un comportement responsable et respectueux des réglementations en vigueur;
 - en participant, dans les limites relatives à la poursuite de ses missions et de leur pérennité, aux projets et/ou à la gestion des :
 - ✓ zones Natura 2000 ;
 - ✓ aires d'adhésion des parcs nationaux ;
 - ✓ zones de protection spécifiques ;
 - ✓ projets locaux de gestion de territoires ou de milieux (contrat de baie ou de rivière, etc.).

Pour fédérer ces actions, un système de management environnemental est mis en place conformément à la norme ISO 14001, version 2015.

Biscarrosse, le 01 janvier 2023

L'ingénieure générale de l'armement Corinne Lopez
Directrice de DGA Essais de missiles

L'ingénieure générale de l'armement
Corinne Lopez
directrice de DGA Essais de missiles

Page 3

OBJECTIFS et CIBLES DGA Essais de missiles Période 2023 – 2025



1. Maîtriser le risque pollution sur les bancs d'essais et les pas de tirs par :
 - a. une bonne gestion du traitement des pollutions qui pourraient survenir ;
 - b. une bonne gestion, par les utilisateurs, en particulier des pas de tirs et des bancs d'essais sous notre responsabilité ;
 - c. des études, si nécessaire, visant à mieux caractériser les nuisances occasionnées par les effluents générés par les essais, en vue de les maîtriser, de les réduire ou de les éliminer ;
 - d. le suivi, si nécessaire, des réseaux de surveillance des nappes phréatiques pouvant potentiellement être impactées par nos activités, en cohérence avec les moyens budgétaires associés et le calendrier de l'instruction du dossier d'autorisation en cours.
2. Maîtriser l'approvisionnement, la distribution et le stockage des produits dangereux (procédure, moyens, sensibilisation, Fiche de Données de Sécurité) et tendre à réduire leurs utilisations pour les plus dangereux.
3. Poursuivre la sensibilisation et l'information du personnel et des sous-traitants.
4. Demander un bilan des impacts environnementaux lors de la réalisation de chantiers majeurs.

5. Répondre aux objectifs du ministère dans les limites des budgets alloués (installations classées, déchets, eau, etc.) avec en priorité sur la période :
 - a. Poursuivre sur les sites, l'instruction ou le maintien à jour des Dossiers de Demande d'Autorisation Environnementale (DDAE) en prenant en compte les remarques du CGA (Contrôle Général des Armées) et en mettant en œuvre les prescriptions techniques associées aux décrets d'autorisation.
 - b. Poursuivre la constitution et/ou participer à l'instruction des dossiers de demande d'autorisation de production d'eau sur les trois sites.
 - c. Mettre et/ou poursuivre la mise aux normes des installations de production d'eau si nécessaire.
 - d. Mettre en place, dans le cadre des objectifs fixés par notre ministère et si nécessaire, des moyens de mesures (compteurs, réalisation de relevés de consommations, etc.) et un plan d'actions relatif au suivi et à la réduction de nos consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de carburants.

6. Mener des auto-évaluations rigoureuses de notre conformité pour satisfaire à nos obligations réglementaires sur un cycle de 5 ans maximum en :
 - a. Réalisant des audits de conformité des installations majeures (installations pyrotechnie, stations carburant, chaufferie, etc.) dans le cadre notamment de l'analyse environnementale des activités de DGA EM. Et à ce titre en assurant un partage et une cohérence dans la cotation des Aspects Environnementaux significatifs (AES) des trois sites de DGA EM.
 - b. Alimentant le système de veille réglementaire jusqu'au récolement, dans le cadre d'un planning cohérent avec nos ressources et sur les textes majeurs :
 - i. prescriptions techniques liées aux décrets d'autorisation ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) des sites, en cohérence avec le calendrier du contrôle général des armées, nous délivrant ces prescriptions,
 - ii. décrets et arrêtés liés aux ICPE en régime de déclaration et/ou d'enregistrement, gestions de nos déchets, maîtrise de nos rejets,
 - iii. maintenir un taux d'analyse minimum de 85 % des textes du domaine de la protection de l'environnement, mis à disposition par le prestataire de veille, dans notre outil.

7. Réaliser une gestion rigoureuse des déchets :
 - a. En définissant des filières adaptées favorisant le recyclage et la valorisation des déchets (bois, papier, carton, ferraille ...).
 - b. En accélérant l'élimination de tous les déchets pyrotechniques.
 - c. En informant les personnels et les sous-traitants :
 - i. communication sur le bilan annuel des valorisations,
 - ii. sensibilisation des nouveaux arrivants et des entreprises ayant un impact majeur sur l'environnement.
 - d. En réduisant nos déchets :
 - i. coordination avec le client, pour la reprise, après essais, des matériels « non utilisés » telles que les munitions, ...

8. Poursuivre la démarche d'amélioration continue
 - a. Mettre en place les actions nécessaires aux AES dans la limite des capacités techniques et/ou financières du centre.
 - b. Assurer la formation adéquate des acteurs dans le domaine de l'environnement, en veillant dans le cadre des entretiens individuels à exprimer leurs besoins, si nécessaire ; aux services RH de la DGA.

9. Préserver les écosystèmes situés sur les sites de DGA EM
 - a. Appliquer les mesures nécessaires pour limiter l'impact de ses activités sur ses sites.
 - b. Mener des actions sur des espèces exotiques et/ou envahissantes (griffes de sorcières, herbe de la pampa, sangliers) pour permettre un redéveloppement d'une flore autochtone.
 - c. Mettre en place un débroussaillage en respectant la saisonnalité des espèces.
 - d. Réaliser le suivi des espèces et des habitats protégés.
10. Communiquer dès que possible, en interne et en externe, afin de valoriser les actions environnementales de DGA EM.
11. Entretenir des bonnes relations avec les acteurs de la protection de l'environnement.
 - a. Participation active et positive aux enjeux environnementaux locaux et nationaux (Natura, parc, contrat de milieu, objectifs DIREN, Commissions suivi de site...) tout en veillant à la pérennité de l'activité du centre.
 - b. Convention avec le parc national de Port-Cros avec comme objectif un partenariat portant sur les inventaires d'espèces protégées (participation au conseil économique social du parc, facilitation d'accès des équipes du parc pour leurs études de biodiversité et recensement d'espèces).

Annexe 2 Matrice de conformité de l'offre aux exigences techniques et justification de la tenue à l'engagement

Périmètre de l'état des lieux				
Exigences			Conforme oui/non	Renvoi au n° de § du Mémoire Technique
EXI_01	E	Le titulaire doit se rendre sur les différentes emprises de DGA EM en application de la planification qui sera conjointement établie avec le service pour établir l'état des lieux du système de distribution du temps.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_02	E	Le titulaire doit fournir, pour chaque matériel concernant la gestion temps de l'emprise indiqué dans le marché, les éléments de l'état des lieux suivant : - Le nom/référence du système et de ses sous-systèmes, - Le ou les réseaux supports utilisés, - Le niveau classification des composants ou sous-système du SI, - Le niveau d'obsolescence des sous-systèmes et composants, - La cartographie/localisation (site, bâtiment, pièce) des sous-systèmes, - L'organisation du réseau transport et le lien avec les autres systèmes, - Les interfaces avec les autres systèmes, - L'architecture fonctionnelle du système, - L'architecture réseau du système, - L'état général du système et des sous-systèmes /composants, - Les préconisations de maintenance (à court terme et moyen terme), - Les moyens de pallier aux éventuelles défaillance.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_03	S	Le titulaire propose d'autres éléments pouvant contribuer à cet état des lieux afin que DGA EM puisse atteindre l'objectif explicité en §3.2.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_04	S	Le titulaire fournit la liste des sous-systèmes / composants obsolescents du système sous forme cartographiée avec un niveau d'arborescence suffisant pour assurer l'objectif explicité en §3.2.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_SDMAQ_01	E	Le titulaire désigne un responsable de projet chargé d'assurer le suivi général du déroulement des prestations et qui est l'interlocuteur de DGA EM ou de son représentant identifié.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_SDMAQ_02	E	Le titulaire organise une réunion de lancement dans les 30 jours calendaires après la notification du contrat ou de l'ordre de service technique prescrivant le début d'exécution des prestations afin de préciser conjointement l'organisation : - Des points de contact nominatif, - Du mode de coopération et d'échange de données avec DGA EM, - Du planning d'exécution de la prestation, Des conditions d'accès au site (plan de prévention, liste des intervenants, demande préalable, etc.).	(A compléter)	(A compléter)

Périmètre de l'état des lieux				
Exigences			Conforme oui/non	Renvoi au n° de § du Mémoire Technique
EXI_SDMAQ_03	E	Lors du déroulement du contrat, les échanges d'informations et les prises de décisions doivent se faire entre les deux interlocuteurs désignés : par le titulaire et par le RCP de DGA EM.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_SDMAQ_04	E	En cours d'exécution du contrat, tout changement d'interlocuteur doit être porté à la connaissance de DGA EM.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_SDMAQ_05	E	Le titulaire organise conjointement avec le RCP les réunions et les visites nécessaires au déroulement du contrat.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_SDMAQ_06	E	A l'issue de chacune des visites ou des réunions, le titulaire rédige le compte-rendu et le transmet sous 15 jours calendaires au RCP de DGA EM pour approbation.	(A compléter)	(A compléter)
EXI_CDPF_01	E	<p>Le titulaire doit rédiger l'ensemble des documents établis au titre du marché en français.</p> <p>Compte tenu des contraintes liées à la passerelle utilisée par les centres de la DIE, les seuls fichiers autorisés pour les pièces jointes des messages transmis par courriel sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les fichiers de taille inférieure à 10Mo par courriel, - Les fichiers bureautiques générés avec les outils enregistrant les fichiers en format WINDOWS® sans macro, - Les fichiers .pdf générés avec Acrobat® de la société Adobe® sans macro, - Les fichiers « texte » en général, - Les images (les formats .gif et .jpeg seront préférés au format .bmp), - Les fichiers [chiffrés et] signés avec ACID® ou ZED, - Les fichiers énumérés ci-dessus et compressés sont autorisés (Winzip® recommandé), - Les fichiers d'archive sans mot de passe, contenant les fichiers énumérés ci-dessus. 	(A compléter)	(A compléter)
EXI_CDPF_02	E	Le titulaire doit fournir des rapports sans mentions de propriété et laisse l'emploi plein et entier de l'utilisation des documents par la personne publique.	(A compléter)	(A compléter)

Périmètre de l'état des lieux				
Exigences			Conforme oui/non	Renvoi au n° de § du Mémoire Technique
EXI_CDPF_03	E	Le titulaire doit fournir les rapports suivants :		(A compléter)
		Désignation	Exigences	Délais
		Rapport de l'état des lieux du site Landes (Biscarrosse)	EXI_01, EXI_02, EXI_03, EXI_04, EXI_CDPF_01, EXI_CDPF_02	T1 + 2 mois T1 = date d'accès au site de Biscarrosse
		Rapport de l'état des lieux du site Landes (Hourtin)	EXI_01, EXI_02, EXI_03, EXI_04, EXI_CDPF_01, EXI_CDPF_02	T2 + 1mois T2 = date d'accès au site de Hourtin
		Rapport de l'état des lieux du site Landes (Quimper)	EXI_01, EXI_02, EXI_03, EXI_04, EXI_CDPF_01, EXI_CDPF_02	T3 + 1mois T3 = date d'accès au site de Quimper

Justification du temps de recensement	
Site concerné	Description par le soumissionnaire
Biscarrosse	(A compléter)
Hourtin	(A compléter)
Quimper	(A compléter)

Justification du respect de l'environnement
Description par le soumissionnaire
(A compléter)

Annexe 3 Liste des Sous-traitants (le cas échéant)

I. SOUS-TRAITANTS SIMPLES

(A compléter)

II. SOUS-TRAITANCES JUGÉES CRITIQUES

(A compléter)

III. AUTRES SOUS-CONTRACTANTS ACCEPTÉS

(A compléter)